

LA QUESTION OUIGHOURE

UNE NOUVELLE ARME IDEOLOGIQUE CONTRE LA CHINE

Depuis quelques années, un nouveau thème est apparu dans les médias dominants : la présumée oppression du peuple ouïghour dans la région chinoise du Xinjiang. « Génocide », « enfermement massif » dans des « camps de concentration », « stérilisation forcée », « trafic d'organes », « culture éradiquée », « religion opprimée »... tout y passe. Face à ces accusations, le gouvernement chinois se défend de toutes les attaques. Comment faire le tri dans les arguments ? Qui sont les accusateurs, et qu'en dit le Parti Communiste Chinois ? Que cachent ces attaques et quel est leur sens ? Il faut essayer d'y voir plus clair, au risque de se laisser embarquer dans cette nouvelle guerre froide antichinoise.

Un génocide sans preuves

Disons-le d'emblée, la majorité des informations sur le Xinjiang qui circulent sont tout simplement fausses. Photos réutilisées, trafiquées ou prises hors contexte : la plupart du temps il ne suffit que de quelques recherches pour montrer l'absurdité de ces affirmations. Souvent les pseudos preuves imagées sont des mises en scènes, lorsqu'elles ne proviennent pas d'autres pays.

Certaines accusations sont plus difficiles à réfuter factuellement, tant elles sont invraisemblables. C'est le cas de la rumeur qui expliquait que des prisonniers ouïghours étaient vendus en masse à l'Arabie Saoudite, qui serait prête à payer beaucoup pour trouver des organes « halal ». Comme souvent sur ce thème, nous n'avons qu'une seule source, en

l'occurrence un médecin chinois qui vit hors de Chine, et qui s'exprime sur Radio Free Asia (radio créée et financée par la CIA). Cet individu va raconter son histoire pendant plusieurs mois, apportant parfois des informations contradictoires entre elles... mais jamais aucune preuve. Et on retrouve toujours le même procédé : on propose un titre choc, on s'appuie sur la méconnaissance du grand public des réalités chinoises, pour au final ne jamais apporter de preuves.

Les accusations contre la Chine suivent toutes ce schéma. Quand on cherche à retracer l'historique de leur apparition, on a souvent du mal à trouver les vraies sources factuelles, tout simplement car il n'y en a pas. Les quelques fois où on peut retrouver le cheminement de l'information, ce sont toujours les mêmes réseaux qui apparaissent :

- Le « **Congrès Mondial des Ouïghours** », qui est financé par la *National Endowment for Democracy*, une fondation du Congrès américain qui soutient l'opposition dans les pays où les États-Unis veulent un changement de régime.

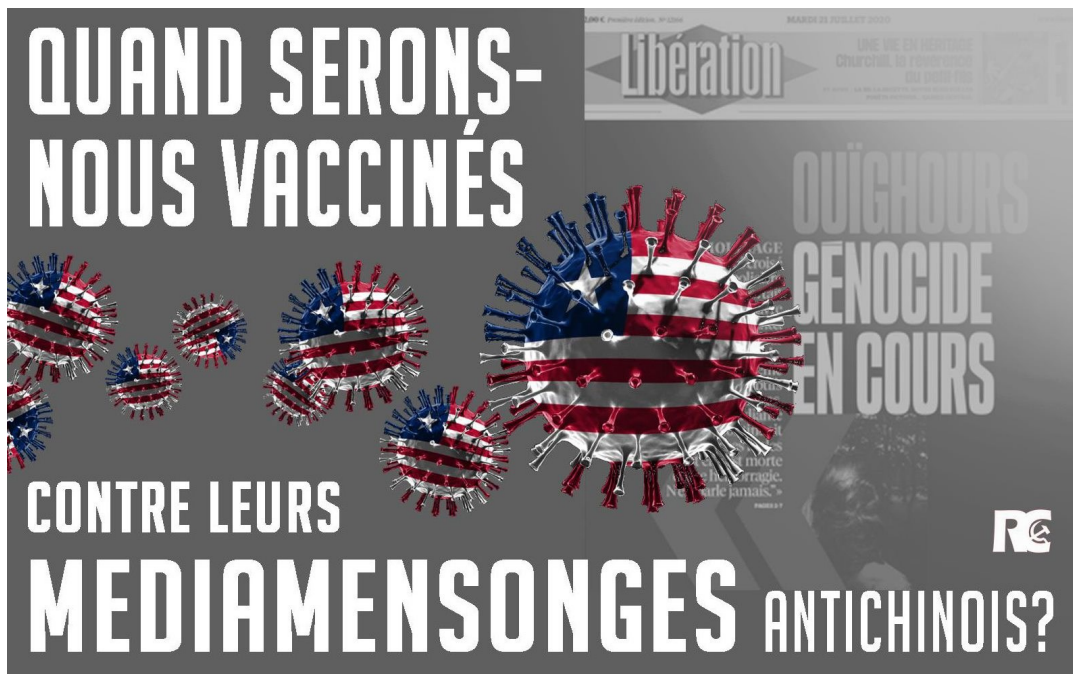
- **Radio Free Asia**, déjà évoqué.

- **Adrian Zenz**, un « expert indépendant » allemand, qui est en fait un anti-communiste professionnel, collaborateur de la *Victims of Communism Memorial Foundation*. C'est un chrétien intégriste qui est convaincu qu'il mène « mission divine » contre la Chine.

- Le **Falun Gong**, une organisation se présentant comme « spirituelle », alliant méditation et gymnastique traditionnelle chinoise, mais qui est en réalité une secte pro-Trump, qui prétend que les sciences sont l'œuvre d'extra-terrestres pour remplacer les humains et qui pense que le multiculturalisme, l'écologie, l'homosexualité et le féminisme sont le travail du diable.

- L'**Australian Strategic Policy Institute**, un think-tank créé par le ministère de la Défense australien, financé par le même ministère aux USA et par des organisations militaristes diverses.

Ce qui doit également susciter le



doute, c'est que dans cette campagne médiatique, nous n'avons dans les médias qu'un seul point de vue. On veut nous faire croire que tout ce qui se passe en Chine est caché et que ces pseudo-révélation serait l'œuvre de courageux journalistes qui dévoileraient des secrets dissimulés par le Parti Communiste Chinois. En réalité, ce sont des inventions, souvent le fait de gens qui ne vivent même pas en Chine. Et pour répondre, le gouvernement chinois ne se cache pas derrière son pouce. Il fournit de manière stricte et scrupuleuse des explications sur ses agissements. Le site de l'ambassade de Chine en France répond ainsi régulièrement à toutes les accusations. On peut ne pas les croire, mais que penser de ces accusateurs, aux motivations politiques revendiquées et aux méthodes peu rigoureuses, et qui ne donnent jamais la possibilité à ceux qu'ils attaquent de se défendre ? En réalité, ce qu'on remarque quand on s'intéresse à la parole des chinois, c'est que la politique du Parti Communiste Chinois vis-à-vis du Xinjiang, et d'une manière générale vis-à-vis des toutes les minorités nationales, est très cohérente depuis 1949.

Le Xinjiang, un territoire stratégique dans le développement chinois

La Chine est en passe de devenir un leader économique mondial et contrarie les plans des grandes puissances impérialistes à savoir l'Union Européenne et les Etats-Unis. L'objectif chinois d'aller vers « une société de moyenne aisance » donne des résultats économiques certains. De 1978 à 2017 le taux de personnes vivant sous le seuil de pauvreté est passé de 97.5% à 3.1% de la population rurale. En 10 ans, les salaires moyens ont triplé avec une augmentation de 10,5%. La Chine est en passe de devenir la première puissance mondiale si l'on regarde du point de vue de son PIB global.

Le projet des Nouvelles Routes de la Soie a pour ambition de faire de la Chine un acteur de premier plan dans le commerce international : « En 2020, ce sont 138 pays et 31 organisations internationales, soit plus des deux tiers des pays dans le monde, qui ont signé des accords bilatéraux avec la Chine ».

Pour comprendre la campagne menée par les USA et l'Union Européenne vis-à-vis des Ouïghours, il faut se représenter le poids économique que représente le Xinjiang pour la Chine. Le Xinjiang est la seconde région productrice de pétrole de Chine, elle fournit un tiers de la consommation nationale de gaz naturel et est la première productrice de charbon, détenant 40% des réserves nationales. Elle détient aussi le plus grand gisement d'uranium de Chine. Le Xinjiang et sa capitale Urumqi est aussi un point stratégique dans le développement des nouvelles routes de la Soie.

Avec le développement des nouvelles routes de la Soie, les impérialistes états-uniens ou européens craignent bien-sûr d'être privés de leurs profits et ont tout intérêt à tenter de déstabiliser le pouvoir chinois, en particulier dans la région du Xinjiang. Eux qui conçoivent les rapports commerciaux comme des rapports de domination et de violence, se font peu à peu dépasser par la Chine qui propose des rapports commerciaux « gagnants-gagnants ».

La politique chinoise au Xinjiang

Aimé Césaire disait « ma vision de l'universel est celle d'un universel riche de toutes les particularités ». Suivant cette même logique, l'Etat chinois reconnaît comme faisant partie de la nation chinoise (en parallèle de l'ethnie majoritaire, les Han, qui représentent 92% de la population), 55 « minorités nationales », qui englobent plus de 100 millions de personnes. Les Ouïghours en font partie, mais également les Zhuang, les



Enfants du Xinjiang. « Partout dans le monde les enfants sont les mêmes. Joie de vivre, amitié, enthousiasme, rires. Leurs parents et la loi les protègent. Les prédateurs sont punis. Pour tuer des enfants et prélever des organes et les vendre à l'Arabie Saoudite, il faut s'appeler Mengelé. Les salopards qui propagent cette fable sont des émules de Goebbels ». Maxime VIVAS, auteur de « Ouïghours. Pour en finir avec les fake news » (2020).

Mandchous, les Hui, et bien d'autres encore. Au-delà d'une reconnaissance de principe, la constitution chinoise garantit que « toutes les nationalités jouissent de la liberté d'utiliser et de développer leurs langues et leurs écritures, de conserver ou de réformer leurs usages et coutumes ». Ainsi, depuis 1949, un grand travail a été mené, de manière volontariste et revendiquée, pour donner les moyens à chacune de ces minorités de préserver leurs identités, leurs cultures et leurs langues. Par exemple, les Tatars, la minorité nationale la moins nombreuse, ont vu leur langue, uniquement parlée, être mise à l'écrit par la volonté de l'Etat chinois, dans l'objectif de la préserver la plus longtemps possible. D'une manière générale, les 55 minorités nationales se voient appliquer une politique de « discrimination positive » pour favoriser leur préservation et lutter contre ce que l'Etat chinois appelle le « chauvinisme de grande nationalité ». Elles sont toutes volontairement surreprésentées dans les différents échelons de l'Etat, des administrations et du Parti Communiste Chinois. Elles étaient également toutes exclues de la « politique de l'enfant unique », qui ne concernait que les Han.

L'Etat français moderne s'est construit, en parallèle de l'ascension du capitalisme au XVIIIème et XIXème siècle, sur la destruction de la diversité nationale qui existait dans le pays. Langues et cultures régionales ont été combattues. En parallèle de la colonisation extérieure qui allait par la violence généraliser le capitalisme comme rapport social au monde entier, la bourgeoisie française a procédé à une forme de « colonisation intérieure », utilisant l'assimilation comme outil idéologique de la construction nationale française. Aujourd'hui encore, on réclame aux immigrés et à leurs enfants, surexploités par un capitalisme consubstantiellement raciste, de nier leur différence. A l'inverse de ce modèle, la Chine communiste a voulu prendre à bras le corps la problématique de sa diversité. Non sans contradictions, les chinois ont progressivement su allier le développement économique des grandes villes sans délaisser les périphéries, et préserver l'unité du pays face aux attaques de l'impérialisme, sans pour autant sacrifier les droits des minorités nationales. Mais cela ne se fait pas sans mal.

La lutte antifasciste

Le Parti Communiste Chinois ne se cache pas par exemple de mener une action militaire répressive contre un certain nombre d'organisations politiques au Xinjiang. Ce n'est pas une manière pour un pouvoir central de garder le contrôle sur son territoire

comme le prétendent les médias occidentaux, mais avant tout une lutte contre le fascisme, sous sa forme islamiste, qui est réapparu violemment en Chine à partir des années 1990. Sur les cendres des destructions de l'Irak et de l'Afghanistan, les intégristes islamistes ont progressivement repris du poil de la bête. En Chine, cela a amené à la création d'organisations qui prônent ouvertement la création d'un califat au Xinjiang. Et elles sont passées à l'action. 22 morts à Kachgar en 2011, 31 morts à Kunming et 43 morts à Ürümqi en 2014 : plusieurs centaines d'attentats terroriste ont eu lieu en Chine lors des dernières décennies. Face à ce défi le Parti Communiste Chinois ne pouvait que réagir avec force. Ce que l'Occident décrit comme des « camps de concentration », sont pour les autorités chinoises des « centres d'enseignement et de formation professionnels », qui, pour reprendre les mots de l'Ambassade de Chine en France, « ne diffèrent au fond en rien des centres de déradicalisation ou des systèmes de correction communautaire aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France. » Mais cela, les médias n'en parlent pas. Ils préfèrent présenter le gouvernement chinois comme dictatorial et ses ennemis comme des gentils indépendantistes en quête de liberté.

De la même manière que les capitalistes étaient hier capables de soutenir « Hitler plutôt que le Front populaire », ils sont aujourd'hui capables de soutenir des fascistes islamistes au Xinjiang plutôt que de laisser la Chine se développer pacifiquement. Ils l'ont prouvé par le passé, comme ce fut le cas lorsque la CIA apporta son soutien à Ben Laden en Afghanistan à la fin des années 1970 pour lutter contre le gouvernement socialiste en place. Avec les conséquences qu'on connaît. De la même manière, DAESH n'a pu exister et perpétrer des attentats en France que parce que nos gouvernements successifs lui ont donné un terrain fertile sur lequel pousser. Aujourd'hui encore, Europe et États-Unis sont prêts à soutenir au Xinjiang des organisations comme le « Parti islamique du Turkestan » pour lutter contre le communisme chinois.

Amélioration de la vie quotidienne et progression de la natalité

Si on se fie aux chiffres, la politique chinoise au Xinjiang fonctionne. Donnons quelques éléments. En 2020, le PIB de la région a augmenté de 3.4%, ce qui est supérieur à la croissance du pays. Depuis cette année, les plus de 3 millions d'habitants ruraux vivant autrefois sous le seuil de pauvreté en sont sortis. Toutes les villes de la région sont desservies par des autoroutes, et tous les villages par des routes bétonnées et des bus et ont accès à l'électricité triphasée et à l'internet par fibre optique. 99.7% des habitants du Xinjiang sont couverts par l'assurance maladie et toute la population bénéficie d'examen

médicaux gratuits. Entre 2010 et 2018, la population ouïghoure du Xinjiang est passée de 10.17 millions d'habitants à 12.72 millions d'habitants, une augmentation de 25.04%. Durant cette période, la population Han a augmenté de 2%. Curieux génocide que celui qui améliore la vie quotidienne dans tous les domaines les plus importants et favorise la natalité ! Alors même que la pandémie mondiale en cours démontre que le néolibéralisme a détruit tous nos services publics, nos infrastructures et nos industries, nous coûtant des dizaines de milliers de morts, l'exemple du Xinjiang démontre que la politique sociale et économique chinoise fonctionne.

La vie culturelle et religieuse

Quant à la vie culturelle et religieuse, elle bat son plein. Au moment où nos dirigeants politiques jouent la surenchère islamophobe et où les musulmans de France dénoncent continuellement l'avancée de cette nouvelle forme du racisme, les organisations musulmanes chinoises expliquent que leurs libertés religieuses sont réelles, comme le veut la Constitution chinoise. Photos, vidéos et témoignages écrits montrent tous que, loin d'être réprimé, l'Islam est très présent au Xinjiang. Mais on ne le voit jamais dans nos médias dominants. La réalité est que le Xinjiang compte 24 400 mosquées, soit une mosquée tous les 530 musulmans ! Et que nombre d'entre elles ont été rénovées comme la Grande Mosquée de Kargilik ou placée sur la liste du patrimoine nationale protégée comme la Mosquée Id Kah de Keriya. On est loin de la fable des soi-disant destructions de mosquées !

En réalité, ce qui intéresse les gouvernements capitalistes occidentaux, ce n'est pas le sort des ouïghours ou d'aucun autre peuple dans le monde, c'est de désigner comme nouvel ennemi à abattre le gouvernement chinois. Le « monde libre » du XXI^e siècle fait face à un nouveau péril rouge.

La lutte des classes n'est pas terminée

Hier c'était l'URSS qui était la cible de toutes les attaques, car les soviétiques avaient eu le tort d'être les premiers à battre le capitalisme sur la durée. Avec la défaite du camp socialiste au début des années 1990, l'impérialisme est entré dans une nouvelle phase. Se pensant tout puissant, prétendant avoir gagné la lutte des classes et proclamant la « fin de l'histoire », les USA et l'Europe ont tenté de redevenir totalement hégémonique et sont donc passés à l'attaque contre tous les pays qui s'opposaient, même formellement, à leurs plans. C'est ce qui explique les guerres en Irak, en Afghanistan, en Yougoslavie, au Mali, en Syrie, en Libye, etc. Mais comme Marx l'a montré, la lutte des classes ne s'arrête jamais, et malgré la fin de la « Guerre froide », un nouveau camp de la paix a émergé. Réunissant des pays et des gouvernements de natures diverses, il est composé à la fois des survivants du camp

FAUX CHARNIER DE TIMISOARA

1989

RC

LES COUVEUSES KOWEITIENNES

1990

RC

LES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE

2003

RC

CAMPS D'OUIGHOURS ET TRAFIC D'ORGANES

2020

RC



socialiste (Chine, Vietnam, Corée du Nord, Cuba), de pays qui suivent une dynamique socialiste nouvelle, notamment en Amérique latine (Bolivie, Venezuela, Nicaragua), de pays qui conservent un héritage anti-impérialiste de l'époque de la décolonisation (Algérie, Zimbabwe, Syrie), mais également de pays capitalistes qui pour leur développement ont besoin de mettre un coup d'arrêt à l'hégémonie étasunien (les BRICS notamment). Si les contradictions sont nombreuses au sein de ce « camp de la paix » où la Chine fait office de leader, toutes ses composantes partagent la nécessité d'un monde débarrassé des guerres et la promotion d'un nouvel ordre mondial basé sur le multilatéralisme.

Rappeler ce contexte permet de mieux comprendre le soudain intérêt des médias et des politiques occidentaux pour la Chine. Les attaques contre ce pays sont multiformes, et elles se sont immensément accentuées depuis qu'il est entré dans une nouvelle phase de développement au tournant du XXIème siècle. « Oppression culturelle » des tibétains, « génocide » contre les ouïghours, répression du mouvement « démocratique » à Hong Kong... L'accumulation et l'accélération des attaques montrent que les médias suivent un agenda politique dicté par la nécessité de lutter contre le modèle socialiste chinois.

En réalité, ce qu'ils ne pardonnent pas à la Chine et au Parti Communiste Chinois, c'est de réussir à mettre en place ce qui a toujours été son projet depuis 1949 : la mise en place d'une société socialiste. Ce que l'Occident capitaliste ne peut pas supporter, c'est que la Chine, plus que tout autre pays dans le monde, ait réussi à sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté, et soit en train de dépasser dans de nombreux domaines (technologiques, scientifiques, infrastructurels, etc.) les Etats-Unis et l'Europe. Ce que l'impérialisme ne peut pas tolérer, c'est que la Chine soit en train de montrer que le socialisme n'est pas juste séduisant en théorie mais qu'il fonctionne en pratique. Ce que chez nous, même la gauche a du mal à admettre, c'est que c'est le Tiers-Monde, c'est l'ancien monde colonisé qui s'est libéré de ses chaînes qui montre la voie vers une société débarrassée de



Terroristes ouïghours de DAECH en Syrie

toutes les oppressions. Alors pour ne pas que ces réalités puissent faire boule de neige dans le reste du monde, il faut cacher la vérité. Et dans cette logique de guerre, tout est permis.

L'histoire a montré que les médias dominants sont prêts à tous les mensonges pour parvenir à leur but. La diabolisation de l'ennemi est un des procédés fondamentaux de la propagande de guerre. Parfois cela consiste à exagérer et à démultiplier des phénomènes réels, comme lorsqu'ils ont menti sur l'ampleur des contestations et des répressions en Libye et en Syrie en 2011. Parfois, ce sont de pures inventions, comme pour l'affaire du charnier de Timisoara en Roumanie en 1989, celle des couveuses au Koweït en 1990, ou l'histoire de la fiole de Colin Powell en 2003. Dans tous les cas, la réalité finit par être révélée, mais le mal est fait : l'opinion publique a été acclimatée à l'idée que les « dictateurs » désignés par les médias méritent leur sort. C'est grâce à ce stratagème qu'ils ont assassiné Mouammar Kadhafi et Saddam Hussein, mis à feu et à sang et fait des centaines de milliers de morts dans de nombreux pays.

Ceux qui accusent la Chine de « génocide » ont un passif, et l'histoire montre qu'on ne peut pas leur faire confiance. Comment alors croire qu'ils aient pu mentir sur tous les autres fronts de guerre, mais qu'ils seraient honnêtes, pour une fois, sur ce sujet ? Certes, récuser les accusateurs sur leur historique

ne suffit pas à prouver que leurs affirmations sur la Chine soient forcément fausses. Mais il faut bien constater que ce sont uniquement des individus et des organisations orientés idéologiquement dans une lutte à mort contre le modèle chinois de socialisme qui fournissent la base argumentaire de ce prétendu « génocide » au Xinjiang. Il faut aussi constater que c'est avant tout les anciennes et actuelles puissances coloniales, celles qui sont à l'origine de ces crimes contre l'Humanité que sont l'esclavage et la colonisation, qui sont à l'avant-garde de cette nouvelle croisade antichinoise. France, Royaume-Uni, Etats-Unis, ces pays étaient hier ceux qui ont contribué à l'asservissement de la nation chinoise. Aujourd'hui, ils ne peuvent pas admettre que ce pays-continent se soit libéré de ses chaînes et fasse avancer le monde entier vers plus de justice et d'égalité.

